

Compte-rendu du rendez-vous avec le Ministre du Travail – 14 janvier 2026

Présent.e.s : CGT : Sophie Binet, Denis Gravouil, Thomas Vacheron, Agathe Le Berder

PPL 1^{er} mai

La CGT indique son désaccord complet avec cette PPL et interpelle le ministre sur sa position

Il finit par reconnaître qu'il donnera un avis favorable à la PPL et s'engage à prendre un décret restrictif limitant l'ouverture aux petits commerces pour « légaliser les usages actuels »

La CGT explique que ça ne garantit rien du tout. L'expérience de l'autorisation du travail du dimanche a profité à la grande distribution et aux grandes surfaces qui s'étaient pourtant engagées à ouvrir seulement quelques rayons et qui ouvrent désormais les dimanches tout au long de l'année. Ces mesures ont débouché sur des régressions sociales majeures, avec notamment un volontariat fictif et imposé aux salariés et des dimanches travaillés avec des majorations salariales très faibles voire pas de majoration du tout. Sans bien entendu oublier le creusement des inégalités pour les femmes qui travaillent souvent à temps partiel subi. Ces mesures se sont également faites contre le commerce de proximité des centres urbains et ruraux.

Le vote de cette loi serait un grave recul et c'est scandaleux que le gouvernement la soutienne contrairement aux engagements pris par la ministre et le premier ministre

ASU : allocation sociale unique

La CGT explique son refus de cette réforme demandée uniquement par LR : stigmatisation des personnes aux minima, usine à gaz, économies sur les personnes en situation de pauvreté. Des concertations sont annoncées par le ministre dans la presse. Avec qui ont-elles lieu car ce n'est pas avec la CGT ? Nous avons besoin d'avoir tous les éléments et d'avoir le projet de loi

Le Ministre indique que l'objectif est de lutter contre la pauvreté et le non-recours aux droits en simplifiant et en rendant les aides plus lisibles. La réforme sera mise en œuvre de façon très progressive, de 2027 à 2030. Le PPL est concerté avec les élus locaux et les associations, il arrivera à l'assemblée après le PLF

CGT : Si l'objectif de la réforme est de faire reculer le non-recours au droit, il faut alors prévoir une forte augmentation des aides dans le PLF cela signifierait que 20 à 30% de personnes en plus pourraient en bénéficier. Comme le ministre confirme qu'il n'y a pas d'augmentation de l'enveloppe prévue, cela signifie qu'au mieux ça se fera à budget constant, en faisant bcp de perdant.e.s. Nous allons dénoncer de façon très virulente cette réforme en expliquant que le gouvernement refuse de faire payer des impôts aux milliardaires mais veut encore une fois faire payer les précaires alors que le taux de pauvreté atteint un record. C'est scandaleux que cette réforme soit la priorité du gouvernement alors que la transposition de la directive transparence salariale, qui doit pourtant être réalisée d'ici le mois de juin, n'est toujours pas inscrite à l'agenda parlementaire. Nous demandons l'ouverture de véritables concertations avec les associations et les organisations syndicales mais sans le patronat qui n'est pas concerné sur ce sujet, et en multilatérale.

Salaires

La CGT dénonce le fait que le gouvernement n'ait aucun agenda sur les salaires : pas de coup de pouce au Smic, pas d'échelle mobile des salaires, pas de droits supplémentaires pour les salarié.e.s à temps partiel, rien sur les trappes à bas salaires et les exonérations de cotisations sociales. Le gouvernement se limite à des effets de com notamment sur le décret ou la PPL participation, et au développement de parts non cotisées (participation, PPV...).

PLF

La CGT dénonce le PLF d'austérité et notamment sur le champ du ministère du travail : baisse du nombre d'inspecteurs du travail, du nombre d'agent.e.s de France Travail, des moyens des missions locales. Gel des minimas sociaux : ASS, AAH, RSA. Quid de la prime Noël ?

Le Ministre dit faire un gros effort sur les inspecteurs du travail dont les effectifs en 2027 devraient retrouver le niveau de 2017. Les 500 suppressions de postes à France Travail devraient être annulées. Les mesures de gel du PLF (ASS AAH, RSA) ont sauté du fait du PLFSS. Par contre aucun engagement sur la prime Noël 2026.

La CGT note qu'en 2017 près de 20% des sections d'inspecteurs du travail n'étaient pas pourvues

Morts et Accidents du travail

Le ministre indique préparer le plan santé travail qui sera présenté dans les prochaines semaines au CNOCT et contiendrait notamment l'interdiction de plus de 2 niveaux de sous-traitance. Il s'agit d'une mesure législative sur laquelle travailleraient déjà certains députés

La CGT indique que le PST doit contenir des mesures très précises et concrètes et cesser de se limiter à des déclarations de principes. Qu'il faut non seulement limiter strictement la sous traitance mais aussi rétablir les CHSCT, renforcer les moyens des inspections du travail et interdire les stages de 3^e et de 2nde générale.

Assurance chômage

La CGT dénonce l'attitude du Medef qui refuse de négocier préférant une issue sans accord pour revenir au plan initial du gouvernement qui s'appliquera (1 à 3 Mds d'économies). Le gouvernement doit donc clairement indiquer que s'il n'y a pas d'accord il fera payer le patronat !

Directive travailleurs plateformes

Le ministre s'engage à reprendre les concertations et veut le faire animer par 2 personnalités qualifiées. La transposition doit être réalisée pour décembre 2026 et les concertations vont être lancées fin janvier.

La CGT sera extrêmement vigilante aux personnalités choisies et à leurs liens avec les lobbys Uber et Cie. L'enjeu central, c'est des critères de présomption de salariat qui doivent être simples et généraux.

TPE

La CGT demande l'ouverture de concertations pour faire le bilan du non-fonctionnement des CPRI et donner enfin des droits aux 5 millions de salariés de TPE. La CGT demande une instance départementale, des

prérogatives sur ASC avec mutualisation, défense individuelle (accompagnement en amont, y compris en médiation), prévention santé-travail (droit AT grave ou mortel), négo (refus des négos sans DS mis en œuvre par les ordonnances → dumping sur les TPE avec des découpages en franchises sous le seuil de 10).

Le Ministre annonce que les concertations seront pilotées par le Haut Conseil au Dialogue Social

Bourses du travail

La CGT dénonce les municipalités qui remettent en cause les moyens des OS et nous délogent. Le patrimoine est vieillissant et pourtant magnifique pour partie classé (Bordeaux est classé mais tombe en ruines). Moment où il faut le sauvegarder. Mission rapport Dole : jamais rendu public malgré des conclusions positives (basculer possibles des BT d'IG). Besoin de le déclasser le rapport ou d'en faire un autre. Enjeu de syndicalisme de proximité et de capacité à être sur le terrain.

Le ministre annonce qu'une mission sera lancée mais qu'il cherche encore un ancien maire pour la piloter et que ce sera enclenché d'ici fin janvier, une lettre de mission est en cours de rédaction

Ires

La CGT dénonce la baisse de moyens de l'IRES et indique qu'il faut au moins 1 million de plus en 2026 pour assurer la continuité des activités. Cela dépend de l'enveloppe France Stratégie gérée par le premier ministre, toutes les OS lui ont adressé un courrier resté sans réponse, nous n'avons d'ailleurs toujours pas de créneau de rdv.

Le Ministre indique avoir déjà relayé ces demandes à Matignon

Travailleurs Sans Papier

La CGT a exposé toutes les difficultés, inacceptables, rencontrés par les travailleurs étrangers sans papier ou en situation de renouvellement de leur titre de séjour. Nous avons dénoncé la situation catastrophique avec des régularisations qui ont chuté comme jamais pour les travailleurs nouveaux arrivants qu'on ne sait plus régulariser et les consignes données aux préfetures pour faire du chiffre et ne plus travailler avec la CGT et les associations.

Concernant les renouvellements de titres, ils sont de plein droit mais trainent en longueur : Aujourd'hui ce sont 4 millions de travailleurs étrangers qui sont précarisés, certains sont même licenciés à cause de ça ! Politique scandaleuse, machine à fabriquer des sans-papiers et du travail au noir. Liste de propositions précises remises à Nunez sans réponse : Liste métiers en tension trop restrictive. Besoin d'une nouvelle circulaire Nunez qui reprenne la circulaire Valls avec des critères de régularisation par le travail. CQP qui doivent être reconnus comme niveau de français. Par exemple, dans la branche propreté nous avons forcé les employeurs à s'engager sur la formation en français mais elle n'est pas reconnue pour les régularisations...La CGT Demande que des réunions régulières portant sur les régularisations par le travail avec les OS/OP + ministère intérieur et travail soient organisées.

Le Ministre a demandé à connaître nos propositions et à avoir une réunion de travail sur le sujet, et dit partager notre préoccupation et la nécessité d'organiser une table ronde de travail avec OS/OP.

Transparence salariale

CGT : Ça fait 2 ans que ça patine, devrait être transposé en juin et on ne connaît toujours pas le PJJ ! Ça doit passer avant l'ASU, sinon ce sera un signal très négatif sur les priorités du ministre !

Ministre : Les concertations reprennent demain. Après la réunion envoi du PJJ pour recueillir vos observations. Pb : la fonction publique n'est pas prête et objectif d'avoir un PJJ qui couvre l'ensemble. Difficulté liée au calendrier parlementaire, besoin de trouver un créneau. On ne peut pas garantir qu'on fera voter avant la deadline mais ce sera dans les tuyaux.

Conclusion CGT : A ce stade, votre seul agenda c'est de répondre aux demandes des LR avec la PPL 1^{er} mai et l'ASU. Aucun signal donné aux travailleurs !!! A quoi sert la stabilité gouvernementale s'il n'y a pas d'avancées pour les travailleurs ??? Besoin d'avancées concrètes pour les salariés, sous peine que les travailleurs aillent vers l'ED !